

Comprendre et accompagner les pratiques numériques des jeunes

Synthèse à destination des professionnels

Journées “Jeunes et pratiques numériques : prévenir les risques et favoriser
l’émancipation à travers le numérique”

09 et 17 septembre 2025

Sommaire

Introduction	2
I) Pratiques numériques des jeunes et EMI de quoi parle-t-on ?	3
1) Quels usages numériques chez les jeunes ?	3
2) L'éducation aux médias et à l'information (EMI), un levier pour les professionnels de la jeunesse	6
II) En tant que professionnel, quelle posture adopter face au numérique et comment l'intégrer dans ses missions auprès des jeunes ?	9
1) Favoriser l'échange autour des pratiques numériques : posture et bons réflexes	9
2) Utiliser les outils numériques en tant que professionnel : un besoin de cadrage	12
3) Des pratiques inspirantes	13
III) EMI et numérique : actions, outils et ressources à mobiliser	14
1) Des actions en faveur de l'EMI et du numérique sur le territoire de La Porte du Hainaut	14
2) Prévenir la désinformation et l'adhésion au complotisme : des ressources pour les professionnels	16
Conclusion	19
Qui sommes-nous ?	20

INTRODUCTION

Aujourd'hui, 17% des Français sont en situation d'illectronisme et 54% ont déjà rencontré des difficultés lors d'une démarche en ligne. Face à ce constat, et consciente de ces défis, La Porte du Hainaut déploie une offre de **médiation numérique** afin d'accompagner tous les habitants du territoire dans leurs usages numériques. Concrètement, cet accompagnement se traduit par :

- Des ateliers d'initiation au numérique,
- Un accompagnement personnalisé pour les démarches en ligne,
- Des actions de sensibilisation aux risques numériques,
- La découverte des outils de création et de fabrication numériques,
- Un soutien dans la recherche d'emploi via le numérique,
- Et bien d'autres solutions pour faciliter le quotidien grâce aux outils digitaux.

Cet accompagnement vise à rendre le numérique compréhensible, utile et accessible à tous, quel que soit l'âge, le niveau ou la situation. Il se déploie sur tout le territoire mais touche plus particulièrement les habitants des quartiers prioritaires qui présentent de réelles difficultés d'appréhension des outils numériques. De plus, **une cartographie interactive des lieux et ressources d'Inclusion Numérique de La Porte du Hainaut** a été développée pour faciliter les recherches des habitants et professionnels.

En parallèle de l'accompagnement direct auprès des habitants des QPV, La Porte du Hainaut impulse également **un réseau à échelle communautaire sur ces questions numériques, le réseau « PARIN »** : « Partenaires du Réseau de l'Inclusion Numérique ». Ce réseau vise à partager les expertises, à développer de nouvelles initiatives entre partenaires et à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information.

La Porte du Hainaut a également développé de manière volontariste **une politique publique autour des questions de jeunesse**. La jeunesse étant un domaine de compétences qui se répartit entre plusieurs niveaux de collectivités territoriales, en fonction des actions précises et des compétences concernées. Néanmoins il faut rappeler que depuis la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté de janvier 2017, les conseils régionaux sont désignés comme étant collectivités « cheffes de files » concernant la « politique de la jeunesse ». Cette politique jeunesse (jeunesses au pluriel puisqu'elles sont très variées) a été initialement impulsée dans le cadre de la Politique de la Ville, pour progressivement concerner l'ensemble du périmètre communautaire. Le Conseil Communautaire de La Porte du Hainaut a validé à l'unanimité la mise en place de cette politique jeunesse en juillet 2023.

Cette politique, nommée « **Stratégie Jeunesses-Education Populaire 15-25 ans** » est dotée d'un plan de cinquante mesures, structurée autour de trois volets et six axes :

- Volet Référentiel : Cadre structurant de normes et valeurs qui s'applique dans l'ensemble des mesures portées par La Porte du Hainaut
- Volet Opérationnel :

- Axe 1 – Valoriser les potentiels et favoriser les expressions
- Axe 2 – Développer la participation sur les sujets sociétaux
- Axe 3 – Soutenir les engagements et la découverte
- Volet Coordination :
 - Axe 1 – Assurer l’articulation avec les politiques communautaires et le lien avec les communes
 - Axe 2 – Développer une animation territoriale transversale
 - Axe 3 – Créer les conditions d’un débat permanent

Ainsi, en adéquation avec ces deux dynamiques numérique et jeunesse portées par La Porte du Hainaut, l’IREV et le CRPRS ont proposé un cycle de qualification « Jeunes et pratiques numériques » qui s’est adressé aux professionnels du Valenciennois. Alternant des séquences de tables-rondes et des ateliers, il s’agissait pour La Porte du Hainaut d’approfondir les enjeux relatifs aux pratiques numériques des jeunes afin d’enrichir nos politiques publiques. Cette synthèse livre les principaux apports de ces journées : contenus scientifiques, retours d’expériences, initiatives inspirantes, échanges entre professionnels... Elle se veut être une ressource pour appréhender des pratiques numériques des jeunes, mais aussi pour entamer une réflexion sur les préconisations à suivre pour les professionnels engagés sur ces enjeux.

I. Pratiques numériques des jeunes et EMI : De quoi parle-t-on ?

1) Quels usages numériques chez les jeunes ?

Les pratiques numériques des jeunes sont souvent méconnues ou mal comprises, aussi bien de leurs parents que des professionnels travaillant dans le champ de la jeunesse. La façon dont les jeunes utilisent les outils numériques et les réseaux sociaux est souvent l’objet d’idées préconçues. **L’ACAP – Pôle régional image** a mené entre 2019 et 2020 **une étude intitulée « Les jeunes et les écrans »** permettant d’objectiver et de clarifier ces usages. Cette étude propose un focus régional à travers une enquête réalisée auprès de 6104 jeunes vivant en Hauts-de-France et âgés de 11 à 18 ans.

Quelques chiffres

En premier lieu, si l’on se penche sur le niveau d’équipement, cette enquête rapporte que 87% des 11-18 ans en Hauts-de-France déclarent disposer d’un smartphone, et c’est le cas pour 99% de 16-18 ans. Le taux d’équipement en ordinateur personnel augmente quant à lui au cours des années de lycée. Cependant, les écrans et le numérique entourent la plupart des individus

IREV • centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France

Bât. Arboretum • 7^{ème} étage, 135 Bd Paul Painlevé - 59000 Lille • 06 40 34 53 36 • contact@irev.fr • www.irev.fr

avant l'âge de l'adolescence, même lorsqu'ils ne disposent pas d'équipement personnel. En effet, 63% des 11-18 ans déclarent avoir commencé à utiliser les écrans (hors télévision) avant 10 ans, et ce chiffre passe à 80% si l'on observe uniquement les réponses des 11-12 ans interrogés.

Au-delà des équipements, il est essentiel pour les professionnels travaillant avec les jeunes de mieux appréhender les usages que les jeunes ont de leurs équipements numériques. La moitié des 11-18 ans déclarent passer au moins 4h par jour en moyenne devant les écrans en semaine (tous les écrans confondus). C'est près de trois-quarts d'entre eux pour la même durée en week-end. Si ces proportions peuvent apparaître élevées, **Dorien Heyn Papousek** – qui a dirigé cette étude pour l'ACAP – souligne qu'il faut dépasser le simple regard sur la durée. En effet, le temps passé devant les écrans ne signifie pas grand-chose en lui-même dans un monde où ces derniers sont présents partout. C'est la raison pour laquelle cette enquête s'est particulièrement concentrée sur ce que font les jeunes sur les écrans.

Les usages mentionnés par les jeunes sont très variés. A la question « *Que fais-tu le plus souvent sur les écrans ?* », les 4 premières réponses démontrent une appétence pour le divertissement et un besoin de sociabilité. 82% des 11-18 en Hauts-de-France ont répondu « écouter de la musique », 79% « regarder des vidéos », 71% « discuter, échanger » et 71% « jouer à des jeux ». Ces éléments prouvent par ailleurs qu'il est compliqué de voir les pratiques des jeunes de manière segmentée selon le support ou le canal (smartphone, ordinateur, navigation sur internet ou sur les réseaux sociaux). En effet, la plupart des supports permettent plusieurs usages – et parfois de manière simultanée. Dès lors, un jeune qui passe du temps sur un réseau social peut à la fois l'utiliser pour regarder des vidéos, pour discuter avec ses amis, pour s'informer sur l'actualité ou pour partager du contenu. De même, un jeune qui passe du temps sur une plateforme vidéo peut aussi bien regarder des vidéos, écouter de la musique ou échanger (à travers l'espace commentaire).

Pratiques vertueuses et pratiques dangereuses

Déconstruire les représentations qui peuvent exister sur ces usages est donc essentiel pour accompagner au mieux les jeunes. L'étude de l'ACAP permet de mettre fin à certaines idées préconçues sur les pratiques numériques dangereuses ou vertueuses pour les jeunes. Elle souligne d'abord une certaine clairvoyance des jeunes eux-mêmes quant au temps qu'ils passent devant les écrans : 64% d'entre eux disent avoir conscience d'y consacrer trop de temps. Face au mythe de l'adolescent accroché à son téléphone au point d'en oublier ses besoins primaires, l'étude fait remarquer que 86% des 11-18 déclarent n'avoir jamais sauté un repas pour rester devant un écran. D'autre part, cette enquête déconstruit en partie l'idée d'un isolement inéluctable des jeunes sur les réseaux sociaux. En effet, les interactions sociales demeurent centrales dans les pratiques numériques des jeunes : 86% des 11-18 ans disent utiliser les réseaux sociaux, 43% se retrouvent en ligne après l'école et 38% déclarent apprécier regarder une série toujours avec les mêmes personnes. Les jeux vidéo permettent eux aussi des interactions sociales : 66% des jeunes sur les jeux vidéo sont des multi-joueurs et parmi eux, 62% déclarent s'être déjà fait des amis. La pratique de jeu vidéo s'accompagne également du

développement de certaines compétences (communication, stratégie, acceptation de l'échec...). 30% des joueurs déclarent qu'ils communiquent régulièrement en anglais sur les jeux.

L'apprentissage et le développement de nouvelles compétences sont en effet possibles à travers certains usages numériques. Pour poster du contenu sur les réseaux sociaux, de nombreux jeunes ont développé des compétences en photographie, ou bien en montage vidéo et audio par exemple. La conscience citoyenne peut aussi être éveillée à travers les outils numériques. Parmi les 11-18 ans, 67% déclarent s'informer sur l'actualité, dont 36% régulièrement. Parmi eux, 70% disent s'informer à travers les journaux télévisés, 64% à travers les réseaux sociaux et 43% à travers les vidéos en ligne. Loin de l'image du jeune naïf, l'étude démontre que cette conscience citoyenne s'accompagne d'une certaine lucidité des jeunes quant aux informations qu'ils découvrent en ligne : plus de la moitié des jeunes interrogés déclarent avoir conscience que les vidéos visionnées en ligne peuvent influencer leur opinion. Parmi les jeunes qui s'informent (36% des répondants), 88% disent avoir déjà eu l'impression de tomber sur des fake-news et 82% déclarent vérifier les informations qu'ils lisent en ligne – leur canal premier de vérification étant les adultes. Enfin, contrairement à certaines représentations, la navigation en ligne ne fait pas forcément concurrence au temps scolaire. En effet, un jeune sur deux déclare avoir utilisé internet et les réseaux sociaux comme un appui pour faire ses devoirs.

Certains usages doivent néanmoins appeler la vigilance des parents, des professionnels et des jeunes eux-mêmes. En termes d'utilisation d'abord, **Dorien Heyn Papousek** souligne que 58% des 11-18 ans indiquent dormir à côté de leur smartphone la nuit. Surtout, parmi eux, 43% déclarent consulter (souvent ou toujours) leur téléphone durant la nuit. Ce type d'usage nocturne dans une période de vie où le sommeil est crucial pour l'individu doit interroger comme le souligne **Adeline Dubreu**, psychologue clinicienne et spécialiste des relations des jeunes aux écrans. Au niveau des contenus, 64% des jeunes déclarent avoir déjà été confrontés à des propos choquants ou à des insultes en ligne. Les insultes sur l'apparence physique ; les propos sexistes, homophobes, transphobes ; et les propos racistes étant les trois catégories les plus citées par les jeunes.

Inégalités d'usages : genre, origine sociale et lieu de vie

Enfin, il convient ici de souligner que ces pratiques numériques ne sont pas homogènes parmi les jeunes. Des différences et des inégalités liées au genre, à l'âge, au lieu de vie ou à l'origine sociale existent. Si les filles ont en moyenne des usages plus diversifiés des outils numériques, elles sont également plus concernées que les garçons par la violence en ligne : 69% des filles ont déjà été confrontées à des propos choquants et des insultes en ligne, contre 58% des garçons. C'est également ce que souligne **Sophie Baclet**, coordinatrice citoyenneté numérique au CRAJEP, qui a mené une **recherche-action** sur l'éducation à la citoyenneté numérique. Durant ses entretiens avec les jeunes, de très nombreuses filles lui ont apporté des situations d'insulte ou de harcèlement sur les réseaux sociaux et les jeux vidéo. Elle ajoute que les filles ont dès lors beaucoup plus l'habitude que les garçons d'adopter des stratégies de dissimulation en changeant leur pseudo, afin d'apparaître sous des identités masculines pour ne plus être harcelées. Les jeunes filles sont également plus concernées que les garçons par les usages

prolongés des écrans en week-end. 43% des 11-18 ans déclarent passer 6h ou plus par jour sur les écrans durant le week-end. Parmi ces jeunes, on retrouve une majorité de filles, notamment celles vivant en QPV. L'accès aux loisirs et la possibilité de sortie étant plus limitée pour les jeunes filles que pour les jeunes garçons – qui plus est en QPV – ces-dernières passent donc beaucoup de temps chez elles, sur leur téléphone.

D'autre part, les familles des jeunes vivant en QPV sont de manière générale moins sensibilisées et moins accompagnées dans la gestion des pratiques numériques de leurs enfants. L'étude de l'ACAP montre que les familles de catégories sociales modestes sont moins promptes à imposer des règles d'utilisation à leurs enfants et à limiter le temps qu'ils passent sur le téléphone. De plus, l'accès à d'autres activités (sport, culture) est beaucoup moins aisé pour ces familles, que ce soit pour des raisons culturelles ou économiques. Comme le souligne **Dorien Heyn Papousek** : « *c'est beaucoup plus cher d'inscrire un enfant à une activité sur l'année par exemple, que d'être bien équipé en appareils numériques* ». Les jeunes issus de familles modestes passent donc plus de temps sur le téléphone à défaut de pouvoir suivre d'autres activités. Par conséquent, ce sont ces mêmes jeunes qui se retrouvent le plus souvent confrontés à des propos choquants en ligne. De manière générale, l'étude souligne que les inégalités liées à l'origine sociale et au lieu de vie ne concernent presque plus aujourd'hui l'accès aux écrans, mais plutôt leurs modalités d'usages. C'est donc sur les usages qu'un travail d'accompagnement doit être mené. **Adeline Dubreu**, psychologue clinicienne, insiste : « *Les écrans sont pointés comme le poison mais font en réalité écran à plein de sujets d'ordre sociétal* ». Il est donc essentiel que les professionnels qui travaillent auprès de ces jeunes soient formés, à la fois aux compétences psycho-sociales, et à l'éducation aux médias et à l'information (EMI).

2) L'éducation aux médias (EMI), un levier pour les professionnels de la jeunesse

Face à l'importance des écrans dans la vie des jeunes et à l'évolution très rapide des pratiques qui y sont liées, il paraît essentiel d'apporter un accompagnement adapté. Comme l'ont souligné les différents intervenants, les écrans sont présents à part entière dans le quotidien des jeunes, et il serait peu réaliste de chercher à les interdire. En revanche, il est possible d'agir sur d'autres leviers afin de prémunir les jeunes contre les pratiques délétères liées aux outils numériques.

Le premier levier à actionner consiste à "recréer le lien social" selon **Adeline Dubreu**. Pour elle, dès le plus jeune âge, il faut encourager les jeunes à l'expression verbale, à développer leur esprit critique et leur créativité. C'est ce que propose **l'association 3-6-9-12** en passant par le jeu et la mise en scène théâtrale. Toutes les interactions permettant aux jeunes de débattre, de dialoguer, de se questionner et d'avoir des interactions sociales riches en dehors des réseaux sociaux sont à privilégier. L'éducation aux médias et à l'information (EMI) est un autre levier mobilisable par les professionnels pour accompagner les jeunes dans leurs pratiques numériques.

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) : De quoi parle-t-on ? Quels sont ses champs d'action ?

"Par l'éducation aux médias et à l'information (EMI), les élèves apprennent à devenir des citoyens responsables dans une société marquée par la multiplication et l'accélération des flux d'information. Ils développent leur esprit critique et sont capables d'agir de manière éclairée pour chercher, recevoir, produire et diffuser des informations via des médias de plus en plus diversifiés."

[Une définition](#) proposée par le Ministère de l'Éducation Nationale

L'EMI concerne dès lors un très large champ d'action, allant de l'éducation journalistique, à la recherche et vérification d'information, jusqu'à l'expression de soi à travers les médias numériques selon **Amandine Kervella**, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille. L'EMI est un apprentissage à part entière, qui permet de travailler le vivre-ensemble en dialoguant et partageant avec d'autres sur ses pratiques. Cela permet aux jeunes de prendre du recul, de s'outiller et de prévenir les risques. Le but est de donner des clés aux jeunes face au flux d'informations parfois anxiogènes pour qu'ils puissent s'orienter de manière autonome. L'objectif final est de leur donner du pouvoir d'agir, pour « *qu'ils ne soient pas des consommateurs passifs des écrans* ».

Aude Favre et **Amandine Kervella** insistent sur le fait que l'éducation aux médias doit être une matière comme une autre, qui ne consiste pas à "faire à la place" des jeunes mais bien à les accompagner leur donnant des clés pour faire face aux informations anxiogènes, à faire le tri, à vérifier leurs sources en déconstruisant la production de l'information. C'est par exemple le but de l'association **FAKE OFF !** de la journaliste Aude Favre. Si, comme l'a montré l'étude de **l'ACAP**, de nombreux jeunes ont conscience des risques que peuvent présenter les écrans, et bien que les jeunes aient une facilité à utiliser les outils numériques par rapport aux plus âgés qui n'ont pas grandi avec ; cette utilisation nécessite un vrai apprentissage et un cadrage. En effet, ces apprentissages ne sont pas innés, par exemple en ce qui concerne la protection de ses données. L'étude de l'ACAP a également montré que beaucoup de jeunes souhaitent changer leurs pratiques en développant parfois des stratégies pour vérifier les informations ou passer moins de temps sur les écrans. L'éducation aux médias peut alors être un moyen d'accompagner les jeunes vers des pratiques plus saines mais aussi un vecteur de nouvelles opportunités en termes de développement de compétences et de créativité.

L'Intelligence Artificielle (IA) : objet de nombreux questionnements et inquiétudes

La diffusion de l'IA dans la société est très rapide et complexe. Plusieurs des intervenants interrogés sur le sujet (ACAP, CRAJEP..) mènent de nouvelles études sur les pratiques numériques des jeunes en incluant des questions sur l'IA. Ce nouvel outil interroge sur plusieurs aspects. Tout d'abord, celui du développement de l'apprentissage et de la créativité. Les professionnels ont été nombreux à exprimer des inquiétudes quant à l'utilisation de l'IA par les jeunes pour faire leurs devoirs ou pour créer du contenu sur les réseaux. A ce sujet, deux pistes principales sont avancées. Tout d'abord, la déconstruction de l'IA et de son fonctionnement, en montrant comment elle peut aussi relayer des fakes news par exemple. L'association du Hainaut *Radio Club* travaille cet aspect grâce à des ateliers qui consistent à jouer avec le montage son pour montrer comment une parole peut être instrumentalisée. Une deuxième piste, avancée par Laurent Chomel, est de ramener dans la classe les exercices à faire à la maison, pour s'assurer que les élèves soient dans un cadre adapté pour les réaliser et non pas qu'ils se tournent vers l'IA en cas de difficulté ou pour gagner du temps.

« Il faut donner des outils aux jeunes pour utiliser l'IA et interroger les propositions qu'elle fait, c'est-à-dire apprendre aux jeunes à garder son libre-arbitre par rapport aux propositions. Quand on encourage les jeunes à l'esprit critique, il ne faut pas s'étonner qu'ils cherchent avec les outils à leur disposition des vérités alternatives, mais il faut les accompagner pour qu'ils aient un usage sain de ces outils. »

Laurent Chomel

Permettre aux jeunes une réappropriation de l'outil numérique

Le numérique peut être un levier pour que les jeunes développent certaines compétences et peut être une entrée alternative pour certains apprentissages. **Laurent Chomel**, Docteur en sciences de l'information et de la communication, évoque par exemple l'utilité de la vidéo qui peut être un outil d'accessibilité pour réviser les matières vues en cours. Il peut également être intéressant de rendre les jeunes producteurs de vidéos, ce qui leur permet de développer des compétences techniques. Les projets menés avec les jeunes autour d'un média numérique comme ceux des associations **FCP - Prévention, Culture, Formation** ou encore **Radio Club – la radio du Hainaut** le démontrent bien. Ces projets ont donné l'occasion à des jeunes de réaliser des courts-métrages et des émissions de radio et ont suscité chez eux une grande curiosité, motivation et créativité. En plus des compétences techniques acquises, ces activités ont eu pour conséquence de valoriser les jeunes, de renforcer leur confiance en eux et de leur permettre de donner leur avis sur des sujets de société. L'EMI peut alors être vecteur à la fois d'une meilleure connaissance des outils numériques et des effets qu'ils peuvent produire, mais également du développement d'une réelle citoyenneté numérique.

« Le numérique est aussi un grand espace de documentation pour les jeunes interrogés » selon **Sophie Baclet** du **CRAJEP**. Elle explique que pour de nombreux jeunes, les outils numériques sont un espace de ressources, par exemple en ce qui concerne la lgbtphobie, le

féminisme, l'éducation aux relations affectives ou encore les violences sexistes et sexuelles. Ils peuvent en effet suivre des comptes bien documentés et militants sur les réseaux sociaux comme celui du collectif « *Nous Toutes* » par exemple. La consultation de ces comptes a permis une politisation de certains jeunes. Pour **Laurent Chomel**, utilisé à bon escient, le numérique peut favoriser l'engagement des jeunes : « *Il n'y a pas d'engagements plus valorisables que d'autres (pétitions, regarder des sources, etc). Pour les jeunes, on peut parler d'engagement sub-politiques, en se demandant comment transformer ces petits gestes dans des compétences* ».

L'utilité de l'EMI réside ainsi dans le fait de reconnaître la dignité des pratiques des jeunes et leur donner des outils en plus pour agir collectivement dans des actions structurées : le numérique peut alors devenir un allié pour l'émancipation.

Enfin, il convient de noter que l'accompagnement à l'utilisation des outils numériques est nécessaire pour tout le monde, à tous les âges. **Adeline Dubreu** rappelle la position difficile des parents face aux écrans, car ils sont confrontés aux mêmes risques que les jeunes et peuvent se trouver démunis face à l'évolution très rapide des technologies et réseaux sociaux numériques. Ils peuvent rencontrer des difficultés pour accompagner leurs enfants dans leurs usages. Il est important de ne pas culpabiliser les parents mais plutôt de leur montrer qu'ils ont un rôle à jouer et de les rassurer. Il est alors crucial de s'interroger sur la posture à privilégier pour les professionnels.

II. En tant que professionnel, quelle posture adopter face au numérique et comment l'intégrer dans ses missions auprès des jeunes ?

1) Favoriser l'échange autour des pratiques numériques : posture et bons réflexes

Accompagner les jeunes dans leurs pratiques numériques n'est pas toujours aisé pour les professionnels. Les échanges de ces journées ont permis de montrer que beaucoup s'interrogent sur la posture à adopter. Plusieurs spécialistes, de domaines variés, ont pu apporter des réponses à ce sujet.

« **Partir de ce qu'ils disent, de ce qu'ils savent** »

Aude Favre est journaliste, spécialiste des fake-news et conceptrice et animatrice d'ateliers d'EMI auprès des jeunes. Elle explique que la sensibilisation auprès des jeunes ne peut être efficace que si l'on « *part de ce qu'ils disent, de ce qu'ils savent* ». Leur demander ce qu'ils font sur les réseaux sociaux, ce qu'ils regardent, les contenus qu'ils consultent le plus ; est un moyen de s'intéresser à leurs pratiques, d'ouvrir un espace de dialogue et à partir de là, de les interroger sur ces pratiques. La position de sachant et l'attitude moralisatrice est donc à éviter au maximum. **Adeline Dubreu**, psychologue-clinicienne abonde dans ce sens : l'un des grands

enjeux de l'adolescence, c'est la socialisation et « *les écrans participent à cela aussi* ». Il ne serait donc pas judicieux de donner des leçons à un jeune sur la façon dont il se socialise en ligne.

Alerter les jeunes sur les risques en ligne est bienvenu. Mais il est plus pertinent que la prise de conscience vienne des jeunes eux-mêmes et il est donc essentiel de leur laisser des espaces de parole pour s'exprimer à ce sujet et échanger entre eux sur ces risques. La prévention des risques numériques semble très efficace lorsqu'elle passe par la médiation par les pairs. Adopter une posture basse, sans jugement, et laisser les jeunes eux-mêmes exprimer ce qu'ils font en ligne est donc une très bonne porte d'entrée. A partir de là, le professionnel devient tout à fait légitime pour transmettre des bons réflexes sur les comportements en ligne. **Aude Favre** conseille par exemple d'apprendre aux jeunes à s'informer en ligne et à éviter les fake-news à travers la méthode S.T.A.R : vérifier les **S**ources d'une information ; analyser le **T**ravail d'enquête de l'émetteur de l'information ; s'informer sur l'**A**uteur de l'information ; et vérifier la **R**igueur avec laquelle l'information est transmise. A travers ce type de méthode, ils disposent d'outils efficaces pour eux-mêmes vérifier les informations en ligne. **Amandine Kervella**, maîtresse de conférences en sciences l'information et de la communication et spécialiste des pratiques d'EMI, insiste : l'EMI ce n'est pas « faire à la place » des jeunes, mais leur apprendre à adopter eux-mêmes les bons réflexes.

« *Travailler sur ce qu'il y a autour* »

Sensibiliser les jeunes à un usage raisonné des écrans et des réseaux sociaux n'est pas suffisant. Il faut « *travailler sur ce qu'il y a autour des écrans* » d'après **Adeline Dubreu**, qui travaille sur les impacts psychologiques des usages numériques chez les jeunes. En effet, pour apprendre à communiquer sur les réseaux sociaux, il faut être capable de communiquer « hors-écran ». La communication non-verbale – qui passe par les expressions du visage, la direction du regard ou encore la posture – n'est plus possible avec l'échange de messages par écrans interposés. Pourtant, elle constitue une part importante de l'apprentissage des codes de la communication. Il est donc essentiel de laisser aux jeunes des espaces pour apprendre à communiquer sans écran, étape essentielle pour développer des compétences socio-émotionnelles comme l'empathie.

Adeline Dubreu insiste sur l'importance de contextualiser la pratique des écrans. Une pratique numérique n'est pas bonne ou mauvaise en soi, mais elle remplit toujours une fonction pour un jeune. Les besoins sociaux à l'adolescence sont nombreux et variés : besoin de comparaison sociale, de validation sociale, de construction de l'image de soi, d'appréhension des différents rôles sociaux... Les écrans et les réseaux sociaux sont donc des canaux – parmi d'autres – permettant de répondre à ces besoins. Dès lors, plutôt que de travailler sur les pratiques numériques en elles-mêmes, la psychologue préconise de travailler sur les besoins auxquels ces pratiques répondent. Accompagner les jeunes sur les enjeux d'estime de soi ou de comparaison aux autres est donc essentiel dans la construction identitaire du jeune, que cela se fasse « hors-écrans » ou sur les écrans. De la même façon, c'est parce que les réseaux sociaux sont un lieu de débat d'opinion, parfois de conflit, qu'il est nécessaire d'apprendre aux jeunes à

débattre et à gérer le conflit. Apprendre cela « hors-écran », à travers le jeu ou le théâtre par exemple, est un excellent moyen pour développer des compétences qui seront ensuite utiles sur les écrans. Travailler sur les compétences socio-émotionnelles autour des écrans serait donc une clef dans l'accompagnement des jeunes.

Ces préconisations rejoignent celles d'**Amandine Kervella** : « *La pratique excessive des écrans n'est pas la norme, en revanche, sous une pratique excessive, il y a souvent un jeune qui va mal* ». Dès lors, pour venir en aide à un jeune, il convient de travailler sur les causes de son mal-être plutôt que sur ses pratiques numériques qui n'en seraient qu'un symptôme.

« **Faire confiance à la clairvoyance des jeunes** »

Par ailleurs, **Amandine Kervella** tire certaines conclusions de ses années d'observations des pratiques numériques des jeunes. D'après elle, ils sont tout à fait conscients d'un certain nombre de risques liés à leurs usages et sont les premiers vecteurs de solutions. Plutôt que de vouloir sans cesse les alerter – au risque parfois d'adopter une position très moralisante – elle souligne qu'il faut « *faire confiance à la clairvoyance des jeunes* ». Comme le montre l'enquête de **l'ACAP**, les adolescents sont assez lucides quant au risque d'exposition au fake-news par exemple. **Amandine Kervella** explique qu'ils sont nombreux à développer des stratégies de contournement et à mettre à distances les fausses informations.

Pour la chercheuse, plutôt que de dire aux jeunes comment utiliser les écrans, il convient de leur donner les outils et de les laisser trouver les solutions aux pratiques qui leur posent problème. **Adeline Dubreu** ajoute que si l'adolescence est une période de grande vulnérabilité psychique ; c'est aussi une « *fenêtre d'apprentissage inépuisable* » et qu'on l'on doit donc apprendre à faire confiance aux jeunes qui sont souvent plus capables d'adapter leurs pratiques qu'on ne le pense. Apprendre au jeune à s'auto-réguler, à se protéger par lui-même serait donc le moyen le plus efficace pour faire de l'EMI.

Ces observations sont confirmées par celles de **Sophie Baclet** qui a rencontré de nombreux jeunes pour mener une recherche-action autour de la citoyenneté numérique. Elle aussi a remarqué que les jeunes mettent facilement en place des stratégies d'auto-régulation et d'auto-protection dans leurs pratiques quotidiennes. **Aude Favre** fait elle aussi confiance à la lucidité et à la sincérité des jeunes concernant leurs pratiques numériques lorsqu'elle mène des ateliers EMI. C'est à partir de cette posture d'écoute et de « *laisser agir* » qu'elle remarque que les jeunes reprennent du pouvoir sur leurs usages en ligne. Ils sont alors d'autant plus réceptifs aux outils qu'elle peut leur conseiller.

2) Utiliser les outils numériques en tant que professionnel : un besoin de cadrage

Les ateliers d'intelligence collective réalisés au cours des journées de qualification de La Porte du Hainaut ont mis en évidence les défis et contradictions auxquels sont confrontés les professionnels au quotidien face à l'essor des outils numériques. En sont remontés plusieurs besoins en termes de formation et de cadrage des pratiques.

Un besoin de formation continue « pour s'adapter aux évolutions rapides du numérique »

Les professionnels ont exprimé un besoin de formation pour mieux maîtriser les outils numériques et mieux s'y adapter. Ils ont notamment soulevé l'idée de pouvoir accéder à une veille scientifique sur l'évolution du numérique, de la création de contenus et des usages pour pouvoir anticiper ces changements et se former à de nouveaux outils au besoin.

Il y a un besoin d'éducation, de sensibilisation et de formation pour tous (jeunes comme parents et professionnels) aux pratiques numériques. Il est pertinent pour cela de s'appuyer sur l'éducation populaire ou encore de favoriser les partenariats entre acteurs impliqués, par exemple entre médiathèque et écoles.

Respecter le droit à la déconnexion

De nombreux professionnels expriment une difficulté à trouver un équilibre entre l'omniprésence des écrans au quotidien (devoirs, vie sociale des jeunes et communication avec eux, jusqu'à la vie scolaire avec des applications comme Pronote par exemple) et la nécessité d'encadrer leur utilisation. Si des limites sont posées pour certains usages comme Pronote qui devient inaccessible à partir de 20h, ce sont souvent les professionnels qui doivent eux-mêmes trouver le bon dosage.

Certains ressentent une certaine « vulnérabilité » face au besoin de protéger leur vie personnelle. Ils peuvent alors adopter des stratégies en jouant avec les paramètres des applications utilisées et en distinguant le téléphone mobile professionnel – sur lequel ils peuvent installer des applications pour communiquer avec les jeunes sur leurs horaires de travail – et le téléphone personnel.

L'utilisation des réseaux sociaux dans un cadre professionnel en débat

D'autre part, les professionnels ont exprimé des points de vue différents concernant l'utilisation des réseaux sociaux dans le cadre professionnel. En effet, installer un réseau social comme Snapchat pour communiquer avec les jeunes peut être un moyen pour les professionnels éducatifs et médiateurs de mieux communiquer avec les jeunes, de promouvoir certains événements et d'assurer une plus grande mobilisation. Pour certains professionnels, cela ne

relève pas de leur rôle de créer un compte sur un réseau social. Pour d'autres, cela peut faire partie de leurs missions ou peut aider à la bonne réalisation de celles-ci. Dès lors, l'utilisation des réseaux sociaux pour communiquer avec les jeunes doit amener à penser certaines règles éthiques. Quand ce travail doit-il être réalisé ? Est-ce une tâche à effectuer durant la journée de travail ou bien le soir, sur des horaires où l'on est plus susceptible d'atteindre les jeunes ? Un professionnel témoigne par exemple que dans sa pratique, prendre le temps de cette communication ne peut s'intégrer à ses horaires de travail. Une piste à explorer pourrait être d'impliquer les jeunes et les familles dans l'alimentation d'un réseau social lié à la valorisation d'événements organisés par des organismes éducatifs et sociaux. Cela pourrait se faire dans une démarche visant à favoriser les pratiques d'EMI et de co-construction, de manière à promouvoir l'engagement et la citoyenneté numérique.

Autre question, autre enjeu éthique : quel compte un professionnel doit-il privilégier lorsqu'il utilise les réseaux sociaux avec les jeunes ? Son compte personnel ou un compte professionnel dédié à cela ? Peut-il repartager du contenu professionnel avec son compte personnel ? De la même manière, est-ce qu'un éducateur par exemple peut accepter d'échanger individuellement avec des jeunes qui en ressentiraient le besoin via les réseaux sociaux ; ou bien doit-il limiter son usage numérique au partage d'événements et aux discussions collectives ? Lors de ces ateliers, les échanges entre professionnels semblaient indiquer le besoin de cadrage autour de ces pratiques. Il n'existe sans doute pas de réponse univoque à ces interrogations, mais la réflexion doit être menée de manière collective dans chaque structure afin que le cadre soit réfléchi et adopté par tous les agents. Un tel cadre permettrait à chacun d'adopter les bons réflexes dans l'usage du numérique avec les jeunes et d'être serein pour utiliser ces outils à bon escient. Les pratiques et les bons réflexes adoptés par la démarche « Promeneurs du Net » sur certains territoires et par les professionnels de la médiation numérique en général peuvent être un bon point de départ pour mener cette réflexion dans chaque structure.

3) Des pratiques inspirantes

Afin d'illustrer les propos exposés précédemment, revenons dans cette partie sur deux pratiques inspirantes proposées au cours d'une des journées de qualification de La Porte du Hainaut par **Joris Naessens** pour **Radio Club** et par **Lionel Emery** pour l'association **FCP**.

Les « **Claps d'or** » est un projet d'éducation à l'image à destination des jeunes proposé par l'association **FCP – Prévention Culture Formation** située à Marcq-en-Barœul. Cette structure est un ancien club de prévention spécialisée composé d'éducateurs qui interviennent en milieu scolaire. Le projet consiste à accompagner des jeunes tout au long de l'année scolaire à la réalisation de courts-métrages vidéo qui sont présentés au festival des Claps d'or en fin d'année. Ce projet est financé dans les villes qui soutiennent le projet par la politique de la ville. Les jeunes à qui il est proposé de participer à ce projet ont plutôt des profils introvertis, d'élèves « perturbateurs » ou stigmatisés. Les jeunes reçoivent une formation (montage, collage, effets spéciaux, utilisation de la caméra, etc.) et réalisent le film de A à Z. Ils se répartissent les différents rôles (réalisateurs, monteurs, acteurs, etc.) et travaillent selon leurs propres

temporalités. Ils ont quelques contraintes dans la réalisation comme une thématique à aborder ou un objet spécifique à placer. Il s'agit là d'une source de motivation et d'intérêt pour les jeunes car ils prennent du plaisir à s'impliquer dans des projets nouveaux. L'engagement des jeunes permet d'aborder de nombreux sujets parfois difficiles de leur quotidien. Ce projet est donc l'occasion pour les jeunes d'ouvrir des possibles, de développer des compétences psychosociales, mais aussi de se valoriser, de changer d'image dans le collège et de prendre confiance en leurs capacités.

Radio club est une radio associative située à Wallers-Arenberg qui existe depuis 44 ans. Elle propose des **ateliers scolaires** lors desquels les jeunes construisent et animent une émission de radio. Ces projets sont innovants car ils proposent une entrée par le son à l'heure où les jeunes sont abreuvés d'images. Les jeunes doivent choisir les sujets qu'ils souhaitent aborder puis passent à l'enregistrement. Cela nécessite de les former sur du temps long et de leur donner accès à des temps de débat « sain ». C'est pour les jeunes une expérience de la citoyenneté qui passe par le « faire ensemble », tout en s'adressant à des auditeurs qu'ils ne connaissent pas. Cela permet de recréer du lien, d'autant plus que tous les jeunes découvrent en même temps le monde de la radio. Ils apprennent à s'écouter, à écouter la radio, à comprendre ce que sont les outils radiophoniques et les médias de proximité, à comprendre comment s'informer. Les formats sont de 10, 20 ou 30 minutes, ce qui permet de montrer qu'ils peuvent aller plus loin que les formats tik tok. L'intérêt de ce projet réside dans le fait que les jeunes partent de leur expérience pour effectuer un travail de recherche. Ils sont ensuite initiés à la radio et montrent rapidement une grande curiosité pour le fonctionnement, la table de mixage, l'écran, etc. Les jeunes prennent rapidement goût à cet exercice qui consiste à parler de ce qu'ils aiment, à échanger et à produire un argumentaire afin d'amener du contenu pour les auditeurs. Ils choisissent des sujets qui les concernent directement et sont très impliqués, certains souhaitent même monter un podcast par la suite.

III. EMI et numérique : actions, outils et ressources à mobiliser

1) Des actions en faveur de l'EMI et du numérique sur le territoire de La Porte du Hainaut

Lors du cycle de qualification organisé en septembre 2025 sur La Porte du Hainaut, de nombreux professionnels issus de secteurs variés ont indiqué être des acteurs en matière de numérique et d'EMI. Certaines de ces actions s'inscrivent à long terme ; tandis que d'autres sont davantage en format « one shot » ou bien mises en œuvre sur un temps plutôt limité (notamment les actions pouvant être financées par les programmations annuelles de la Politique de la Ville). Les acteurs pouvant agir en matière d'EMI et du numérique sont pluriels : des acteurs institutionnels (collectivités territoriales entre autres), aux associations du champ culturel, en passant par les structures de l'insertion socio-professionnelle, ou encore l'Education Nationale. Le panorama d'actions en faveur de l'EMI et du numérique n'a aucunement vocation à être

exhaustif et a été alimenté par les contributions directes des participants lors de la journée du 17 septembre 2025.

Sur le territoire de La Porte du Hainaut, une offre de service communautaire de médiation numérique et d'ateliers déployés dans les communes propose ponctuellement de l'éducation aux médias et à l'information. Parmi les ateliers mis en place dans les communes, qui s'adressent à l'ensemble de la population, nous retrouvons notamment des thématiques « s'armer face à la désinformation » ou encore « fresque des écrans ». Des établissements scolaires se sont aussi engagés dans une démarche d'éducation aux médias qui dépasse le seul cadre des programmes scolaires, grâce à des outils éducatifs durables et qui peuvent être saisis volontairement par les élèves. Le collège Turgot de Denain, classé en réseau d'éducation prioritaire renforcée, dispose d'une « classe médias » qui propose à des adolescents de réaliser des podcasts, des clips de sensibilisation contre le harcèlement, ou encore des voyages scolaires permettant de visiter des médias audiovisuels.

D'autres structures telles que les centres socio-culturels mettent en place ponctuellement des actions d'EMI, en fonction des actualités et des besoins exprimés par les jeunes. Les ciné-débats sont notamment un moyen d'éducation aux médias soit par la projection de films et des discussions animées par la suite, soit par la réalisation directe de court-métrages par les jeunes. L'École Supérieure de Journalisme de Lille (ESJ) est notamment intervenue sur plusieurs QPV de La Porte du Hainaut afin d'accompagner des services jeunesse municipaux et structures d'animation de la vie locale dans la réalisation de court-métrages. Les professionnels qualifiés tels que les journalistes partagent leur expertise et leurs méthodes de production de l'information auprès des adolescents, ce qui leur permet de comprendre comment se construit l'information et comment cette dernière se diffuse. L'École de la Deuxième Chance Grand Hainaut met aussi en place auprès de jeunes des séances pédagogiques qui proposent une déconstruction des « *fake news* » et « *deep fakes* » qui se propagent sur les réseaux sociaux. L'apprentissage de l'éducation aux médias et à l'information est d'autant plus efficace et durable lorsque les jeunes sont directement invités à pratiquer, à manipuler, et ainsi à développer leur esprit critique et capacités d'analyse dans un contexte de profusion permanente d'informations. L'éducation aux médias et à l'information est une thématique encore insuffisamment saisie par les acteurs de la Politique de la Ville qui agissent sur La Porte du Hainaut, de nombreux besoins de qualification continue sont remontés par les professionnels, d'autant plus que l'EMI est un champ d'action qui évolue rapidement, au gré des mutations numériques.

En matière d'actions concernant l'entrée numérique, La Porte du Hainaut y agit au travers de son réseau de lecture publique communautaire. En effet, les médiathèques déploient de plus en plus dans leurs programmations des animations de lutte contre l'illectronisme et d'amélioration des compétences numériques, et ce, dans la mesure du possible, à travers l'apprentissage par la pratique. Parmi la gamme d'ateliers proposés, nous pouvons entre autres citer une animation « Pirates 2.0 : bonnes pratiques et réflexes utiles » réalisée à la médiathèque de Denain afin de prévenir les risques de piratage et de fraudes numériques ; « Numérique responsable : optimisons nos usages » à la médiathèque de Saint-Amand-les-Eaux concernant les usages numériques vertueux pour l'environnement ; ou encore l'existence d'une Micro-Folie en médiathèque de Denain.

Les communes et centres socio-culturels de La Porte du Hainaut proposent aussi ponctuellement de l'accompagnement aux adolescents dans la réalisation de leurs CV et lettres de motivation, dans un contexte où l'accès aux stages d'observation des élèves est plus difficile pour les élèves résidant en QPV que pour ceux qui vivent dans des secteurs en dehors de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville. Certaines associations culturelles implantées sur La Porte du Hainaut sont aussi pleinement spécialisées dans les pratiques numériques. Il s'agit notamment de Losange Noir qui a développé à plusieurs reprises avec des adolescents et jeunes adultes des court-métrages en format hackathon (sur un temps court de trois jours consécutifs). Puisque la question du numérique concerne aussi tous les âges de la vie et qu'elle bouscule le marché du travail, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a inclus dans ses marchés formations des modules concernant l'intelligence artificielle.

Enfin, des actions ayant plutôt une dimension préventive sur les risques du numérique se réalisent grâce aux programmations Politique de la Ville. A cet effet, l'AGSS (Association de gestion des services spécialisés) de l'UDAF y déploie une action nommée « La Boussole – Prévention » qui consiste en des ateliers auprès des parents sur les risques des usages numériques. Il y est question notamment des dangers des réseaux sociaux quant à l'enrôlement vers la prostitution et la pédopornographie ; ou encore des moyens de protection de l'enfance sur internet. Cet exemple d'action nous rappelle qu'il est essentiel de ne pas oublier l'implication des parents et des représentants légaux dans ces efforts de prévention numérique.

2) Prévenir la désinformation et l'adhésion au complotisme : des ressources pour les professionnels

Recensement d'outils existants :

Nom	Concepteur	Description	Public visé	Durée
Parcours « Les veilleurs de l'info »	La Ligue de l'Enseignement	Un parcours très complet, clés en main, qui propose de s'intéresser au fonctionnement d'une rédaction, aux conditions de création d'une information, aux risques de manipulation de l'information et aux argumentaires fallacieux. Une vidéo de présentation et un livret pédagogique disponible. Possibilité de réaliser les exercices sur des formats imprimés ou sur un espace en ligne distinct.	De 12 à 15 ans	Environ 2h par séquence. Possibilité de faire les séquences indépendamment les unes des autres
Parcours « Carnaval Mental »	La Ligue de l'Enseignement	Un parcours qui invite à explorer les mécanismes du cerveau et à développer son esprit critique.	Adolescents (à partir de 13 ans) et adultes	Environ 2h par séquence. Possibilité de faire les

		Trois séances pour s'intéresser aux biais cognitifs, aux mécanismes d'influence ou encore aux argumentaires trompeurs ; et ce sous forme de quizz et de jeux.		séquences indépendamment les unes des autres
Parcours « Théories du complot, ressorts et mécanismes »	Media Animation	<p>Outil qui permet de travailler à la fois sur l'EMI, l'éveil critique et la prévention de l'adhésion aux théories du complot. Le parcours propose des exercices et des temps d'échange à partir de vidéos.</p> <p>Un guide pédagogique disponible pour guider l'animateur et proposer des itinéraires modulables.</p>	Collégiens et lycéens	Entre 1h30 et 4h. Les séquences sont modulables et peuvent être réalisées indépendamment les unes des autres
EMISSAIRE	CLEMI et Canopé 93	<p>Un jeu inspiré du jeu de société « TOP 10 » pour sensibiliser les jeunes sur leurs pratiques numériques, les risques qui y sont associés et la citoyenneté numérique.</p> <p>Un outil facile à mettre en place à partir de défis et d'un jeu coopératif.</p>	De 4 à 16 personnes, à partir de 10 ans	Une partie dure environ 1h
Les ressources EMI de l'ENSSIB	ENSSIB	Des ateliers clefs en main pour les professionnels avec des objectifs variés : repérer les deepfake ; s'interroger sur les représentations générées dans les médias ; développer son esprit critique ; comprendre l'influence des algorithmes...	Varié (enfants et adolescents)	Durées variables selon les ateliers proposés

Par ailleurs, différentes structures offrent des ressources sur ces enjeux et peuvent proposer des ateliers de sensibilisation à destination des jeunes et parfois des adultes :

- [L'association FAKE OFF](#), à laquelle participe la journaliste Aude Favre qui propose de nombreux outils sur les enjeux de désinformation et qui intervient auprès de publics variés.
- [L'ACAP, Pôle régional image](#), basé à Amiens, qui accompagne les professionnels sur l'éducation à l'image et aux écrans notamment à travers des ressources cinématographiques.
- [Le CLEMI](#), centre rattaché à l'Education Nationale qui propose aux enseignants de nombreuses ressources et méthodes pour aborder l'EMI en classe. Ces ressources

peuvent parfois être utilisées hors du cadre scolaire pour d'autres actions socio-éducatives.

- [Internet Sans Crainte](#), une structure qui propose de très nombreuses ressources pour accompagner les professionnels et les parents dans l'appréhension des usages numériques des enfants. Le site propose de nombreux guides pratiques sur le dialogue à avoir avec les enfants, les enjeux d'addiction aux écrans, les risques (désinformation, pédocriminalité, pornographie, violence, harcèlement...), les interrogations autour du contrôle parental ou encore de l'IA.
- [L'Association Régionale des Cinémas Itinérants des Hauts de France \(ARCI\)](#) qui propose de nombreux ateliers autour de l'EMI, des jeux vidéo, mais aussi de l'utilisation et des impacts de l'IA ou encore de la citoyenneté numérique.
- [L'association Carmen](#), basée à Amiens, qui bénéficie d'une expérience de longue date dans l'intervention sociale par l'image et qui propose des ateliers d'EMI ainsi que la formation des professionnels sur ces enjeux.
- [Micro-rebelles](#), la radio associative du bassin minier, qui anime des ateliers radiophoniques d'EMI, sensibilise aux métiers de l'information et de la radio et propose des ateliers de production radiophonique aux jeunes, notamment à travers son dispositif « L'école du micro ouvert ».

Cette liste n'est pas exhaustive et ne propose qu'un aperçu de l'ensemble des acteurs de l'EMI. Vous pouvez retrouver d'autres acteurs-clés en Hauts-de-France à travers [le réseau EMI'CYCLE](#) et sa cartographie.

CONCLUSION

En définitive, force est de constater que l'accompagnement des pratiques numériques des jeunes passe en premier lieu par la formation des professionnels qui travaillent avec ce public. Il est essentiel de déconstruire un certain nombre d'idées préconçues quant à la façon dont les jeunes utilisent ces outils, de manière à ce que les professionnels soient conscients des risques d'une part, mais sans stigmatiser les jeunes d'autre part. Eduquer les adolescents aux bons réflexes à adopter nécessite du dialogue, une posture basse, et une volonté de les laisser expérimenter et se saisir des outils. Il semble que l'EMI ne devrait pas consister à dicter aux jeunes les bons usages, mais à leur permettre de reprendre le pouvoir sur les outils qu'ils utilisent.

Passer du rôle de consommateur d'un contenu ou d'une information au rôle de producteur permet justement aux jeunes de reprendre le pouvoir sur leur smartphone. C'est ce que de nombreuses initiatives tentent de proposer afin de ne plus voir dans le numérique une menace, mais un atout. Dès lors, réseaux sociaux, tablettes et smartphone peuvent devenir des vecteurs de participation et d'engagement chez les jeunes, dans des projets culturels, sociaux ou citoyens. Pour certains jeunes qui connaissent des vulnérabilités, le numérique peut devenir le moyen de reprendre confiance en soi et en ses capacités, de devenir créatif, de se raccrocher à une formation ou à un projet professionnel et à terme de s'émanciper.

Néanmoins, pour pouvoir considérer ces outils comme un levier d'action, les professionnels ont besoin d'être formés et de se sentir en confiance. Des temps de formation réguliers à ces outils dont les technologies évoluent très vite semblent donc essentiels. De nombreux professionnels évoquent notamment des inquiétudes quant à leurs capacités à appréhender les changements induits par l'arrivée rapide d'outils d'intelligence artificielle. Former les professionnels de la jeunesse sur ces nouveaux enjeux pourrait être une piste par la suite. Par ailleurs, de nombreux professionnels semblent s'interroger sur le cadre d'utilisation et les conduites éthiques à adopter dans les échanges numériques avec les jeunes. Si le numérique devient un outil de travail central entre les professionnels et les jeunes, son utilisation doit disposer d'un cadre clair. Il pourrait être judicieux à l'avenir d'organiser des sessions de travail dans chaque structure pour réfléchir collectivement à ce cadre. En effet, seules une réflexion collégiale et des décisions partagées peuvent permettre une utilisation sereine – et donc efficace – des outils numériques avec les jeunes.

QUI SOMMES-NOUS ?



La Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut

La CAPH se situe dans l'Arrondissement de Valenciennes. L'intercommunalité, composée d'un total de 47 communes pour un peu moins de 160.000 habitants, compte un ensemble de douze QPV dans lesquels résident près de 35.000 habitants. La Porte du Hainaut se caractérise par plusieurs bassins de vie autour de l'Amandinois, du Denaisis et de l'Ostrevant, avec un habitat en QPV principalement individuel et de nombreuses cités minières.

<https://www.agglo-porteduhainaut.fr/>



Le Centre de ressources en Politique de la ville des Hauts-de-France

L'IREV est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville en France. Son territoire d'action s'étend sur l'ensemble des contrats de ville des Hauts-de-France. Il assure des missions d'animation de réseau et de montée en compétences des acteurs de la politique de la ville et contribue à la capitalisation et à la diffusion de diverses ressources documentaires sur tous les domaines entourant la Politique de la ville.

<https://www.irev.fr/>



Le Centre de ressources pour la prévention des radicalités sociales

Le CRPRS a pour vocation de diffuser des ressources auprès des professionnels engagés sur les questions de radicalités et sur la prévention des phénomènes de radicalisation. Il travaille également sur les enjeux d'apparition de différents types de violences. Il dispose pour cela d'un site dédié à ces thématiques et à leur actualité, d'une documentation spécialisée ainsi que d'une offre de sensibilisation à ces enjeux.

<https://prev-radicalites.org/>

IREV • centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France

Bât. Arboretum • 7^{ème} étage, 135 Bd Paul Painlevé - 59000 Lille • 06 40 34 53 36 • contact@irev.fr • www.irev.fr